

ACTION URGENTE

UNE JOURNALISTE IRANIENNE EMPRISONNÉE POURSUIT SA GRÈVE DE LA FAIM

La journaliste iranienne Hengameh Shahidi se trouve dans un état critique à la prison d'Evin à Téhéran. Elle observe une grève de la faim depuis 29 jours pour protester contre son arrestation le 9 mars. Elle souffre de problèmes cardiaques et refuse de prendre son traitement. Placée en détention à l'isolement, elle n'a pas été autorisée à contacter son avocat.

L'état de santé de la journaliste et militante politique **Hengameh Shahidi**, 41 ans, s'est gravement détérioré depuis qu'elle a entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention arbitraire le 9 mars 2017. Elle souffrait de problèmes cardiaques, pour lesquels elle a déjà été hospitalisée, et a besoin de soins médicaux continus, notamment de médicaments. Son problème cardiaque est aggravé lorsqu'elle est en état de stress. Début avril, elle a cessé de prendre son traitement et refuse l'administration de solutés par voie intraveineuse.

Les forces de sécurité ont arrêté Hengameh Shahidi sans mandat le 9 mars vers minuit, après avoir fait irruption au domicile d'un de ses proches dans la ville de Meched, dans le nord-est de l'Iran, où elle séjournait. Elle a tout d'abord été placée dans un centre de détention à Meched, avant d'être transférée à la prison d'Evin où elle est actuellement placée à l'isolement à la section 209, qui se trouve sous le contrôle du ministère du Renseignement.

Les autorités n'ont pas informé Hengameh Shahidi des charges retenues contre elle et ont refusé de l'autoriser à entrer en contact avec son avocat. Dans une interview accordée à l'agence de presse semi-officielle ILNA, son avocat Mostafa Tork Hamedani a déclaré qu'Hengameh Shahidi est accusée d'un crime non précisé lié à la « sécurité » et que son arrestation a été ordonnée par le procureur spécial chargé des infractions liées aux médias et à la culture, poste placé sous l'autorité du procureur général de Téhéran.

Hengameh Shahidi compte parmi plusieurs journalistes interpellés dans le cadre d'une nouvelle vague d'arrestations à l'approche de l'élection présidentielle en Iran, prévue en mai 2017. Elle avait déjà été incarcérée à la suite de la répression qui avait suivi l'élection présidentielle en 2009, en raison de ses activités militantes et de son travail en tant que journaliste. Elle avait été remise en liberté pour raisons médicales en mai 2011.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en persan, en arabe, en français, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités iraniennes à remettre en liberté Hengameh Shahidi immédiatement et sans condition, si elle est détenue uniquement pour avoir exercé de façon pacifique son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, comme cela semble être le cas ;
- demandez-leur de garantir qu'elle puisse, dans l'attente de sa libération, avoir accès à des soins spécialisés adaptés et consulter un professionnel de santé qualifié, afin de bénéficier de soins conformes à l'éthique médicale et respectant notamment les principes de confidentialité, d'autonomie et de consentement éclairé ;
- priez-les instamment de veiller, dans l'attente de sa libération, à ce qu'elle soit protégée contre toute sanction en raison de sa grève de la faim, notamment l'isolement prolongé, qui constitue un traitement ou une peine cruelle, inhumaine et dégradante et peut constituer un acte de torture.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 MAI 2017 À :

Responsable du pouvoir judiciaire

Ayatollah Sadegh Larjani

c/o Public Relations Office

Number 4, Deadend of 1 Azizi

Above Pasteur Intersection

Vali Asr Street, Tehran, Iran

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Guide suprême de la République

islamique d'Iran

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei

Islamic Republic Street - End of Shahid

Keshvar Doust Street

Tehran, Iran

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Excellence,

Copies à :

Président

Hassan Rouhani

The Presidency

Pasteur Street, Pasteur Square

Tehran, Iran

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE JOURNALISTE IRANIENNE EMPRISONNÉE POURSUIT SA GRÈVE DE LA FAIM

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Lors d'un entretien avec le Centre de défense des droits humains en Iran le 1^{er} avril 2017, la mère d'Hengameh Shahidi, Nahid Kermanshahi, a déclaré que l'état de santé de sa fille était très préoccupant, qu'elle a des douleurs au niveau du cœur et est incapable de marcher. Elle a ajouté qu'Hengameh Shahidi l'a informée qu'elle avait remis ses dernières volontés et son testament à la personne chargée de l'interroger. Hengameh Shahidi a également dit à cette personne : « S'il m'arrive quelque chose, vous devrez en répondre. Ceux qui prennent ces décisions au plus haut niveau auront aussi à rendre des comptes. Le président, le ministère du Renseignement, le bureau du procureur et le pouvoir judiciaire sont responsables de ma mort. »

Dans une lettre manuscrite qu'Hengameh Shahidi a rédigée avant son arrestation et qui a été publiée par l'un de ses contacts sur son compte Instagram le 11 mars, elle avait prédit qu'elle serait arrêtée dans le cadre d'un « plan visant à arrêter les militants politiques et les journalistes avant l'élection présidentielle [de mai 2017] afin d'assurer la victoire du candidat désigné, comme ce fut le cas lors de l'élection de 2009 ».

Hengameh Shahidi était conseillère sur les questions des droits des femmes auprès du candidat à l'élection présidentielle de 2009 Mehdi Karroubi lors de sa campagne et est membre de son parti politique, le Parti de la confiance nationale (*E'temad-e Mell*). Arrêtée une première fois par des agents du ministère du Renseignement le 30 juin 2009, elle a été détenue pendant quatre mois à la Section 209 de la prison d'Evin, dont 50 jours à l'isolement dans une petite cellule d'un mètre sur deux. Selon ses déclarations, elle a été torturée, notamment battue et menacée d'exécution pendant cette période, et elle craignait en permanence d'être exécutée. Elle a aussi été gardée pendant des heures dans une pièce où se trouvaient des cordes et des couteaux, et elle a eu le sentiment que cette manœuvre était destinée à la pousser au suicide. Les personnes chargées de l'interroger ont également menacé d'arrêter des membres de sa famille. Elle a été interrogée à plusieurs reprises en détention en l'absence d'un avocat et a été autorisée à avoir des contacts limités avec sa famille. Elle n'a pas été autorisée à consulter son avocat, malgré les demandes répétées de celui-ci, avant l'ouverture de son procès en novembre 2009.

En novembre 2009, Hengameh Shahidi a été condamnée à six ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès inique devant la chambre 26 du tribunal révolutionnaire de Téhéran, qui l'a déclarée coupable de « rassemblement et collusion en vue de porter atteinte à la sécurité nationale » et de « propagande contre le régime ». Les « preuves » présentées contre elle au tribunal l'accusaient notamment d'avoir couvert en sa qualité de journaliste des manifestations après l'élection présidentielle, d'avoir accordé des interviews aux médias, d'avoir signé des déclarations adressées aux organes des Nations unies compétents en matière de droits humains au sujet des violations des droits fondamentaux commises en Iran, d'avoir soutenu une campagne en faveur de l'abolition des exécutions par lapidation en Iran, et d'avoir recueilli des signatures pour la campagne *Un million de signatures*, également appelée *Campagne pour l'égalité*, qui vise à modifier les lois discriminatoires à l'égard des femmes en Iran. Sa déclaration de culpabilité et sa condamnation ont par la suite été confirmées par la chambre 54 de la Cour d'appel. Elle avait également été condamnée à 91 jours de prison pour « outrage au président », mais la cour d'appel a annulé ce jugement.

Hengameh Shahidi avait été libérée sous caution le 1^{er} novembre 2009 après avoir entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, mais a de nouveau été arrêtée le 25 février 2010 après avoir été convoquée pour interrogatoire par le ministère du Renseignement et conduite à la prison d'Evin pour purger sa sentence. Elle a bénéficié d'une libération pour raisons médicales en mai 2011 et se trouvait libre jusqu'à sa récente arrestation.

Les autorités iraniennes ont renoué avec la répression contre les professionnels des médias ces derniers mois, à l'approche de l'élection présidentielle de mai 2017. Plusieurs journalistes ont été interpellés, notamment le rédacteur-en-chef Ehsan Mazandarani, arrêté par les *pasdaran* (gardiens de la révolution) le 11 mars, et le rédacteur-en-chef du magazine *Goftego* (Conversation) Morad Saghafi, arrêté le 15 mars. Plusieurs administrateurs de chaînes sur Telegram, application de messagerie mobile qui est une plateforme utilisée par des millions de personnes en Iran, ont également été arrêtés.

Nom : Hengameh Shahidi

Femme

AU 86/17, MDE 13/6039/2017 - 6 avril 2017

